

Patrick Clastres

Alfred Wahl, *La seconde histoire du nazisme, dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Armand Colin, collection « Les enjeux de l'histoire », 2006

Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, Alfred Wahl livre ici un ouvrage sans concession sur la réintégration et la deuxième carrière des cadres du régime nazi dans la RFA des années Adenauer à Köhl. Sans concession pour les anciens serviteurs du Reich, sans concession également pour les historiens qui ont tenté, et tentent encore aujourd'hui, d'occulter ou d'euphémiser la continuité du nazisme après 1945.

Surplombant une importante bibliographie en langue allemande, l'auteur construit sa démonstration en quatre temps et cinq lourds chapitres : la dénazification limitée des années 1945-1949, la « politique d'indulgence » du gouvernement Adenauer, la continuité parmi les cadres de l'État comme dans certains secteurs privés, enfin, la gestion ou présence du passé (*Vergangenheitsbewältigung*).

N'accordant guère de place au contexte de la guerre froide naissante, Alfred Wahl préfère retenir le sentiment de solidarité patriotique entre nazis et non-nazis face à l'occupant et la complaisance des juges, qui ont considéré la législation en vigueur avant 1945 comme légitime, pour expliquer tout à la fois « l'entreprise bureaucratique de blanchiment des nazis » et la déculpabilisation massive. Tour à tour, sont ainsi évoquées les dénazifications effectives en zone américaine (quoique freinées par le général Patton) et française (les autorités locales y sont associées plus tôt qu'ailleurs), sans oublier le procès de Nuremberg. Un sort particulier est fait à la loi sur la libération du nazisme et du militarisme du 5 mars 1946, qui demande à chaque Allemand de se situer entre les « principaux coupables » et les « excusés non innocentés », ainsi qu'aux juridictions spéciales (*Spruchkammern*) décrédibilisées au fil du temps à cause de l'apathie de la population et de l'activisme de certains responsables catholiques et conservateurs.

Le chapitre consacré à la « politique de liquidation du passé » (*Vergangenheitspolitik*) des années Adenauer est particulièrement accablant dès lors que l'on réfute l'argument de la réhabilitation nécessaire à la cohésion nationale : lois d'amnistie du 31 décembre 1949 et du 17 juillet 1954, course aux pensions et aux indemnisations dont profitent certains anciens nazis comme l'ex-secrétaire d'État à la Justice Franz Schlegelberger, pourtant condamné à perpétuité par le tribunal de Nuremberg, libérations des grands coupables négociées contre le réarmement, indulgence de la justice ouest-allemande à compter du procès d'Ulm qui s'explique aussi par la deuxième carrière de certains juges nazis (*Kreisleiter*).

Et puis, Alfred Wahl montre comment certains nazis ont retrouvé une activité politique jusque dans l'entourage du chancelier, comme le ministre des Réfugiés Theodor Oberländer ou le secrétaire d'État Hans Globke. De même, dans les services de police, au ministère des Affaires étrangères - un documentaire, projeté sur Arte le 11 avril 2007, montre comment le diplomate résistant Fritz Kolbe a été écarté, après la guerre, par ses anciens collègues qui lui reprochent d'être un traître à sa patrie -, à la Justice, dans l'armée - même si les officiers supérieurs ont été davantage dénazifiés que les autres catégories de personnel -, dans les facultés de médecine. Si les itinéraires retracés ici sont édifiants, les statistiques qui permettraient de prendre la mesure du phénomène font trop souvent défaut. La remarque vaut aussi pour les deuxièmes carrières effectuées dans le secteur économique (cas du président de Daimler-Benz, Hanns-Martin Schlayer), dans les milieux intellectuels et culturels (entre autres le juriste Carl Schmitt, la cinéaste Leni Riefenstahl, le journaliste du *Stern* Henri Nannen). À ses heures également historien du sport, Alfred Wahl ne néglige ni les dérapages verbaux du président de la Fédération allemande de football Peco Bauwens et du sélectionneur national Sepp Herberger lors de la Coupe du monde de football 1954, ni la nomination, en 1950, de Carl Diem comme conseiller du Gouvernement pour le sport et la jeunesse, lequel avait organisé les Jeux de Berlin en 1936.

Initiée en 1986 entre Ernst Nolde, qui soutint qu'Auschwitz fut une réponse au crime des bolcheviques, et Jürgen Habermas, qui dénonça aussitôt son révisionnisme, la querelle des historiens allemands (*Historikerstreit*) est bien connue en France. Elle est replacée ici dans une longue durée qui remonte aux années 1930 avec les itinéraires de quelques historiens réintégrés dans l'université et passés subrepticement de la *Volksgeschichte* (l'histoire nazie du peuple) à l'histoire sociale (p. 188-197). Tels Franz Petri, Günther Franz, Werner Conze, ou bien encore Karl Dietrich Erdmann, contributeur d'un manuel scolaire de 1938 et futur président de l'Association internationale des historiens. En aval, le lecteur prendra la mesure de l'intensité des controverses depuis la sortie, en 1987, de l'ouvrage de Ralph Giordano sur la seconde culpabilité des Allemands jusqu'à l'exposition sur la « Wehrmacht 1941-1944 » de mars 1995, aux affaires plus récentes (Walser en 1998, Sloterdijk en 1999) et au débat autour du mémorial (*Mahnmal* et non *Denkmal*) dédié à Berlin le 12 mai 2005 aux Juifs d'Europe assassinés.

Alfred Wahl est de ceux qui considèrent qu'à force de vouloir tout et trop expliquer, l'historien en vient parfois à donner des arguments aux révisionnistes. Dont acte. Il reste toutefois à comprendre comment la RFA a pu devenir une grande démocratie avec un encadrement qui, dans une large mesure, avait servi le Reich.